

Le Socialiste

41e année - Rs 5.00 - No 10642 - MARDI 25 JUILLET 2023 «Le courage c'est de chercher la vérité et de la dire» - Jaurès

Un Quotidien d'information, libre et indépendant

Maurice, un acteur clé dans la connexion de l'Inde et de l'Afrique pour accélérer le commerce et l'investissement, déclare le président



Page 3



La ministre du Genre préside le Comité directeur national pour l'élimination de la violence sexiste

Page 3

Législatives en Espagne : Sanchez compte sur "la peur de l'arrivée de l'extrême droite"



Page 4

Canicule: «probablement» le plus long épisode de l'histoire en Grèce, mercure en hausse aux États-Unis



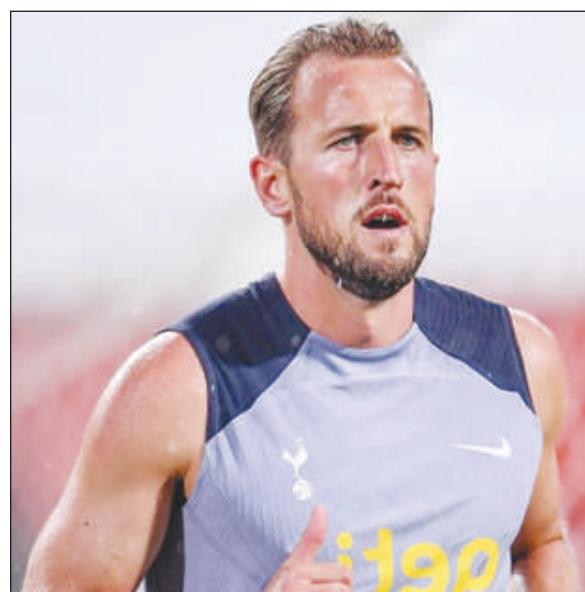
Page 5

En Israël, les manifestants mobilisés à l'approche d'un vote crucial sur la réforme judiciaire



Page 5

Foot News



PSG : Énorme rebondissement pour Harry Kane, gros coup à jouer pour Paris ?

Page 8



L'Inter tient le remplaçant de Lukaku, offre de 35 millions d'euros en préparation

Page 8

A la télé aujourd'hui



06.00 Serial: Rookie Blue
07.15 Le Livre Perdu Des...
08.09 Serial: Newton's Law
08.47 Serial: Blue Bloods
09.40 Le Chemin Du Destin
10.05 A Que No Me Dejas
10.30 The Gardener's Daughter
10.55 Tele: Marimar
12.00 Le Journal
12.25 Sublime Mensonge
13.15 Tele: Fierce Angel



07.49 Local: Tous Egaux
09.30 Local: Radio Vision
11.00 Local: Le Rendez Vous...
12.03 Rodrig: Feminin Pluriel
12.31 Local: Proze Dime
13.07 Local: Business Connect
14.49 Local: Lir - Ekrir Kreol
15.10 Local: Rodrig Prog



07.00 Serial: Gadget Guru Ganesha
08.04 Ved Ki Shikshayen
08.30 Hindi Sahitya 2023
08.56 Excerpts From Shiv Abhishek
09.37 Local: Charcha
10.03 Serial: Kundali Bhagya
12.00 Film: Bade Ghar Beti Starring:

Meenakshi Seshadri, R. Kapoor and Shammi Kapoor
15.00 Live: Samachar
15.30 Serial: Badki Malkaain
15.59 Jijaji Chhat Par Hain
18.00 Live: Samachar
18.30 Local: Tark Vitark
19.00 Bhojpuri Dhamaka
20.00 Chikitsa Aur Swasthya
20.30 Film: Andhaa Kaanoon
23.11 Jijaji Chhat Par Hain
23.32 Serial: Yeh Teri Galiyan



06.03 Mag: Eco At Africa
09.00 Recipes For Kids
09.03 Film: Dive Olly Dive And The Octopus Rescue
10.36 My Perfect Landing
11.20 Mag: Eco At Africa
11.46 Mag: In Good Shape
13.02 Mag: Human Nature
13.30 Film: Sherlock Holmes

15.02 D.Anime: Early Learning
15.22 D.Anime: Word Party
15.36 Robin Des Bois
16.10 Inspecteur Gadget
16.31 D.Anime: Kika Et Bob
16.45 Rainbow Rangers
17.07 D.Anime: Hunter X Hunter
17.31 Mag: D.I.Y. Discover Your...
17.36 Espoirs Secrets
18.21 Mag: National Anthem
18.30 Mag: Healthy Living
18.45 Mag: Red Carpet



14.25 Zindagi Mere Ghar Aana
15.25 Film: Safari Starring Sanjay Dutt, Juhi Chawla
18.00 Live: Samachar
18.30 Kundali Bhagya
19.03 Udaariyaan
19.33 Kuch Rang Pyar Ke Aise...

20.06 Sasural Simar Ka 2
20.38 Radha Krishna
21.08 Anupama
21.37 Mere Sai
22.08 Kismat Ki Lakiron Se
22.38 Kabhi Kabhie Ittefaq Sey
23.06 Patiala Babes
23.30 Film: Safari Starring: Sanjay Dutt, Juhi Chawla
02.02 Kundali Bhagya

Le Socialiste

Un Quotidien d'information, libre et indépendant

Directeur-Rédacteur en chef: Vedi Ballah

Administration: 2ème étage, Cubic Court, 30A, rue Mère Barthélemy, Port-Louis
Tel: 214 1584 -- Tel/Fax: 208 8003

E-mail: lapresselibreesocialiste@yahoo.fr
Website: Lesocialiste.info

Facebook: Lesocialiste.info

Appel à la Chine pour empêcher Pyongyang de contourner les sanctions de l'ONU

Les États-Unis, l'Union européenne, le Canada et d'autres pays ont demandé l'« assistance » de la Chine pour empêcher la Corée du Nord de contourner les sanctions de l'ONU sur le pétrole en utilisant les eaux territoriales chinoises, selon une lettre vue par l'AFP vendredi.

Leurs ambassadeurs à l'ONU demandent dans cette lettre « l'assistance » de leur homologue chinois Zhang Jun « pour stopper les activités maritimes de (la Corée du Nord) qui cherchent à échapper aux sanctions imposées par les résolutions du Conseil de sécurité » des Nations unies.

« En particulier, nous sommes inquiets concernant la présence répétée de multiples pétroliers » identifiés par le groupe d'experts de l'ONU sur les sanctions « qui utilisent vos eaux nationales dans la baie de Sansha comme un refuge pour faciliter leur commerce de produits pétroliers visés par les sanctions » vers la Corée du Nord, dit la lettre.

Cette dernière est signée par les ambassadeurs à l'ONU de l'Australie, du Canada, de la France, de l'UE, de l'Allemagne, de l'Italie, du Japon, de la Nouvelle-Zélande, de la Corée du Sud, du Royaume-Uni et des États-Unis.

Le document précise que seront également transmises des images satellites qui montrent que « ces pratiques ont continué dans la juridiction de la Chine » en 2022 et 2023.

« Nous répétons notre précédente



demande à la Chine d'inspecter les navires pour découvrir des preuves de trafic illégal de pétrole » et d'« expulser » ses navires de ses eaux « aussi vite que possible » s'ils reviennent dans la baie de Sansha.

La Corée du Nord est soumise depuis 2006 à des sanctions internationales, accrues à trois reprises en 2017.

Les mesures prises cette année-là à l'unanimité par le Conseil de sécurité pour contraindre Pyongyang à interrompre ses programmes d'armements nucléaires et balistiques limitent notamment les importations de pétrole de la Corée du Nord.

Depuis 2017, le Conseil de sécurité n'a pas pu parvenir à une position unie.

En mai 2022, la Chine et la Russie avaient mis leur veto à une résolution imposant de nouvelles sanctions contre

Pyongyang, et aucune résolution ou déclaration du Conseil n'a été adoptée depuis, malgré plusieurs tirs de missiles de la part de la Corée du Nord, dont encore samedi.

Les États-Unis notamment accusent régulièrement Pékin et Moscou de servir de « bouclier » au régime nord-coréen et d'encourager de nouveaux tirs en empêchant une réponse unie du Conseil.

« Il est essentiel pour la communauté internationale, y compris la Chine, d'envoyer un message fort et uni disant que la Corée du Nord doit s'abstenir de provocation, respecter ses obligations » liées aux résolutions du Conseil de sécurité et s'engager « vers la dénucléarisation totale, vérifiable et irréversible de la péninsule coréenne », insiste la lettre envoyée à l'ambassadeur chinois.

« "Adieu" à la marque Twitter »: Musk suggère que la plateforme changera de nom et de logo



Exit le petit oiseau bleu? Le fantasque homme d'affaires et propriétaire de Twitter Elon Musk a suggéré samedi soir qu'il envisageait un changement de nom et de logo pour son réseau social.

« Nous dirons bientôt "adieu" (en français, ndlr) à la marque Twitter et, progressivement, à tous les oiseaux », a-t-il d'abord tweeté, avant de suggérer que le nouveau logo pourrait être un « X ».

Il a ainsi épingle à son profil Twitter une vidéo publiée par un utilisateur de la plateforme montrant l'actuel logo de Twitter, un oiseau bleu, remplacé par un X clignotant.

Ce changement de nom interviendrait en pleine période de difficultés pour Twitter, dont Elon Musk a licencié environ la moitié du personnel et dont les revenus publicitaires ont chuté de moitié, selon le milliardaire.

Le réseau social fait face à une myriade d'applications concurrentes, dont le nouveau venu Threads, lancé par Meta.

Interrogé par un autre internaute, M. Musk a également indiqué que les tweets seraient appelés des X après le changement de nom.

« Si un logo X assez bon est posté ce soir, nous le mettrons en ligne dans le monde entier demain », a-t-il encore assuré.

Après avoir racheté Twitter l'an dernier pour 44 milliards de dollars, Elon Musk avait changé le nom de l'entreprise en « X Corp » au mois d'avril 2023, et évoque régulièrement son projet nébuleux de la transformer en application multifacettes, avec des services financiers, comme WeChat en Chine.

En réponse à une question d'un internaute qui demandait si Twitter serait accessible depuis l'adresse x.com, Elon Musk a répondu: « Bien sûr ».

X.com était le nom et le site internet de la banque en ligne fondée par l'homme d'affaires devenue plus tard le service de paiement en ligne PayPal.

Maurice, un acteur clé dans la connexion de l'Inde et de l'Afrique pour accélérer le commerce et l'investissement, déclare le président

Maurice sera un acteur clé et assumera un rôle encore plus important dans la liaison entre l'Inde et l'Afrique, l'accélération du commerce et des investissements, et la promotion d'écosystèmes entrepreneuriaux pour de plus grandes opportunités d'intérêt mutuel", a déclaré le président de la République de Maurice, M. Prithvirajsing Roopun, à l'hôtel Le Meriden à Pointe aux Piments.

Il s'exprimait lors du lancement officiel du troisième Sommet Inde-Afrique sur l'entrepreneuriat et l'investissement. L'événement, une initiative de l'Economic Development Board (EDB) et du India Africa Entrepreneurship Forum, se tient à Maurice du 20 au 21 juillet 2023.

Le Haut Commissaire de l'Inde à Maurice, Mme K. Nandini Singla ; le directeur général de l'EDB, M. Ken Poonoosamy ; le président de l'African Business Angel Network, M. Tomi Davies ; le Président du Sommet Inde - Afrique, M. Yaduvendra Mathur ; ainsi que quelque 150 délégués, dont des investisseurs en capital-risque, des investisseurs providentiels et des entrepreneurs éminents d'Inde et d'Afrique, étaient présents.

Dans son discours d'ouverture, le président Roopun a souligné que Maurice était stratégiquement positionnée pour relier l'Inde et l'Afrique en termes de position géographique et de ses profonds attachements historiques, culturels et politiques à la fois à l'Inde et à l'Afrique. "Maurice, en tant que petit État insulaire en développement", a-t-il déclaré, "est restée résolument sur la voie du progrès et de la croissance économique grâce à une stratégie de diversification". "Le pays est passé d'une" économie à trois piliers "basée sur le sucre, le tourisme et le



textile, à une économie moderne et robuste au fil des ans", a-t-il observé.

"Maurice joue un rôle actif dans le renforcement et la promotion de la coopération diplomatique et économique avec l'Inde et l'Afrique", a-t-il déclaré, tout en ajoutant que le pays était également remarquable pour sa facilité de faire des affaires, sa bonne gouvernance et sa stabilité. "Maurice agira comme un pont stratégique reliant l'Inde et l'Afrique et ouvrira la voie à de plus grands investissements et à de plus grandes entreprises commerciales", a déclaré le président.

Il a exprimé le souhait que les entreprises mauriciennes servent de partenaires de confiance pour les entreprises indiennes, les aidant à naviguer dans le paysage commercial africain et à s'implanter solidement

sur le continent.

Quant à la Haut-Commissaire de l'Inde, elle a souligné que l'Inde et l'Afrique ont une histoire commune de colonialisme et une riche diversité culturelle et linguistique. "Nous croyons profondément que l'Afrique détient la clé du rééquilibrage mondial", a-t-elle déclaré. "L'Inde a toujours défendu les droits de l'Afrique et son inclusion dans de nombreuses organisations internationales telles que le Sommet du G20", a-t-elle ajouté.

"L'Inde", a-t-elle souligné, "est aujourd'hui la cinquième économie mondiale et tient à renforcer davantage le partenariat de développement avec l'Afrique". Elle a mentionné que l'Inde figure parmi les cinq premiers investisseurs sur le continent africain. "En outre, l'Inde offre un accès en franchise

de droits à plus de 98% de ses lignes tarifaires à 33 pays africains", a-t-elle déclaré.

Mme Singla a souligné que certains des domaines prioritaires pour une plus grande collaboration comprenaient les énergies renouvelables et vertes, les technologies numériques et l'industrie pharmaceutique. Elle était convaincue que le Sommet exploiterait la capacité des entrepreneurs des deux régions à travailler ensemble pour résoudre des problèmes communs et accélérer le commerce et l'investissement.

Pour sa part, M. Poonoosamy a souligné que le Sommet se tenait avec une vision commune de créer une connexion solide pour faciliter l'échange de connaissances entre Maurice et l'Inde, et tirer parti des potentiels de chacun. Il a salué le soutien indéfectible de l'Inde à plusieurs projets phares à Maurice, ajoutant que les relations bilatérales existantes entre les deux pays avaient été encore renforcées avec la signature de l'accord global de coopération et de partenariat économiques en 2021.

Quant à l'Afrique, il a observé que la zone de libre-échange continentale africaine offrait de nombreuses opportunités à Maurice et à d'autres entreprises indiennes. "Maurice", a-t-il fait remarquer, "est devenue une plate-forme fiable et de confiance pour le commerce et l'investissement". "Il a également joué un rôle central dans la facilitation de la croissance et du développement en Inde, et a été un facilitateur important pour la structuration des investissements sur le continent africain", a-t-il déclaré. "L'EDB", a-t-il souligné, "s'engage à accompagner les deux parties dans l'établissement de leurs relations et à porter cette coopération vers de nouveaux sommets de succès".

La ministre du Genre préside le Comité directeur national pour l'élimination de la violence sexiste



Le Comité directeur national sur l'élimination de la violence fondée sur le sexe s'est ouvert à l'hôtel Le Labourdonnais Waterfront dans le but de faire le bilan des réalisations ainsi que de lever les obstacles dans le Plan d'action et la Stratégie nationale sur la violence fondée sur le sexe. La ministre de l'égalité du genre et du bien-être familial, Mme Kalpana Devi Koonjoo-Shah, a présidé la réunion en présence de la secrétaire permanente, Mme Phoolranee Rampadarath, et d'autres parties prenantes.

Dans son allocution, la ministre a rappelé que le Premier ministre a présidé le 25 mai dernier le sixième comité de haut niveau sur l'élimination des violences basées sur le genre au cours duquel, un consultant international, M. Jason Meyer, a présenté son rapport d'examen à mi-par-

cours sur la mise en œuvre des recommandations énoncées dans la stratégie et le plan d'action nationaux.

Le cadre de lutte contre la violence basée sur le genre présenté dans la stratégie et le plan d'action nationaux, a-t-elle déclaré, définit clairement les rôles et les responsabilités des acteurs et des institutions. Il promet également le renforcement des capacités en matière de violence sexiste et met l'accent sur des actions gouvernementales ciblées et un engagement politique de haut niveau dédié, a souligné la ministre du Genre.

La ministre Koonjoo-Shah a en outre indiqué que Maurice est signataire de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW) tout en soulignant que la loi sur la protection contre la violence

domestique a établi des structures pour fournir des services 24 heures sur 24, une assistance juridique gratuite et des conseils psychologiques.

Néanmoins, a-t-elle fait remarquer, les statistiques de Gender Links ont révélé qu'une femme sur quatre à Maurice est soit une femme battue, soit une victime d'une forme de violence domestique.

Malgré des progrès significatifs dans la mise en œuvre du Plan d'action, il est indispensable d'élaborer et de mettre en œuvre des mécanismes de responsabilisation robustes au niveau des groupes de travail techniques pour assurer l'efficacité globale de la mise en œuvre des recommandations énoncées dans la Stratégie nationale et le Plan d'action, a souligné la ministre du Genre.

« Il est crucial que les présidents et

coprésidents des quatre groupes de travail techniques intègrent l'analyse présentée par le consultant dans son rapport de mi-parcours. Cette étape vise à renforcer la collaboration entre les parties prenantes et à faciliter les réunions régulières du groupe de travail technique et à assurer la mise en œuvre, l'évaluation et les rapports réguliers des activités dans le cadre de leurs sous-stratégies respectives », a-t-elle déclaré.

La ministre Koonjoo-Shah a appelé à des efforts soutenus pour favoriser une culture de changement sociétal et d'autonomisation des survivants de la violence sexiste par le biais de campagnes de sensibilisation continues et de programmes de renforcement des capacités, ainsi que pour combler les lacunes dans les législations et les mécanismes de responsabilisation.

Législatives en Espagne : Sanchez compte sur "la peur de l'arrivée de l'extrême droite"

L'Espagne se rend aux urnes, dimanche, pour des élections législatives anticipées. Malgré des sondages négatifs, le chef du gouvernement espagnol, Pedro Sanchez, espère l'emporter en remobilisant la gauche face au risque d'une coalition entre les conservateurs du Parti populaire et l'extrême droite de Vox, selon Maria Elisa Alonso, politologue spécialiste de l'Espagne.

En pleine canicule, les Espagnols se rendront, dimanche 23 juillet, dans les bureaux de vote afin de choisir leurs députés, lors d'élections législatives anticipées. Un scrutin aux allures de coup de poker pour le chef du gouvernement espagnol, Pedro Sanchez.

Le responsable socialiste, au pouvoir depuis 2018, a convoqué ces élections après la série de revers subie par la gauche lors du double scrutin municipal et régional du 28 mai dernier, au profit des conservateurs du Parti populaire (PP, droite). Ils ont arraché à la gauche de nombreuses mairies et régions du pays. L'extrême droite, représentée par le parti Vox – dirigé par Santiago Abascal –, avait, elle aussi, effectué une percée.

Le lendemain de cette débâcle électorale, Pedro Sanchez avait, à la surprise générale, annoncé la dissolution du Parlement et la convocation d'élections législatives anticipées, alors qu'elles devaient initialement se tenir à la fin de l'année.

Le chef du gouvernement espagnol sortant remet ainsi son poste en jeu. Un fauteuil qu'il pourrait perdre en cas de défaite de la gauche lors de ce scrutin législatif. France 24 en analyse les enjeux avec Maria Elisa Alonso, politologue et enseignante-chercheuse à l'Université de Lorraine, spécialiste de l'Espagne et de l'Amérique latine.

France 24 : Pedro Sanchez prend un pari risqué lors de ces législatives anticipées, qui pourraient voir l'extrême droite arriver au pouvoir. Quelles sont les reproches de l'opposition face au bilan du Premier ministre ?

Maria Elisa Alonso : Depuis des mois, il y a un discours anti-Sanchez qui est

présent, émanant du PP ou de Vox. L'opposition a fait campagne contre Sanchez, avec l'intention d'abroger toutes les mesures qu'il a prises. On peut voir dans la presse, "finir avec le 'Sanchismo'". C'est autour de cette question que toute la campagne a tourné.

L'opposition a notamment reproché à Pedro Sanchez d'avoir fait appel à un certain parti indépendantiste basque, l'EH-Bildu, pour approuver, par exemple, la loi du logement.

Paradoxalement, l'économie n'est pas un enjeu crucial du scrutin. Les résultats économiques sont bons. L'inflation ne s'en-vole pas. L'Espagne se porte bien. L'opposition n'a aucun intérêt à inclure ce sujet, tout comme les questions internationales, dans la campagne.

En revanche, ce qui a été mis en avant durant la campagne, ce sont les questions sociales et celles liées, par exemple, aux droits LGBT, à l'euthanasie...tout ce qui a un rapport avec les principes 'traditionnels' en quelques sortes. S'il arrive au gouvernement, le PP a déjà dit, qu'avec ou sans Vox, il souhaiterait réformer la loi concernant les droits des LGBT, ou abrogerait la loi de l'euthanasie.

Que disent les sondages sur les intentions de vote ?

Selon tous les sondages, le Parti populaire (PP) gagnerait les élections. Le parti socialiste (PSOE) arriverait en deuxième position, à quelques encablures du PP. L'Espagne est une société très polarisée, ce qui explique qu'il y ait une différence minimale entre les deux forces.

Pour être investi président (du gouvernement, ndlr), il faut avoir une majorité au sein de la chambre des députés (176 députés). Tous les sondages donnent, en ce moment, autour de 150 députés pour le Parti populaire, ce qui ne constitue pas la majorité absolue. Tout dépendra de la force politique qui arrivera troisième du scrutin. C'est là que tout va se jouer.

Déficients sondages donnent parfois Vox, parfois Sumar (coalition de gauche, ndlr) en troisième position, à un ou deux députés de différence. Donc tout peut arriver. Et on ne peut pas dire avec certitude qui arrivera en troisième position. Ça va se jouer à quelques voix près. Tout semble confirmer que ce sera le PP qui gagnera les



élections, reste à voir s'il aura besoin de Vox.

Pedro Sanchez a-t-il ses chances malgré la débâcle de la gauche aux municipales et aux régionales ? Quels sont ses atouts ?

Je pense qu'il peut rester au pouvoir. Après le double-scrutin municipal et régional, on a vu que le PP a eu besoin de Vox pour former des gouvernements de coalition à l'échelle régionale et locale. Et durant la campagne, Pedro Sanchez a utilisé la peur de l'arrivée de l'extrême droite au gouvernement pour mobiliser l'électorat de gauche, qui est par nature démobilisé en général. Pedro Sanchez ne joue pas sur sa popularité.

Par ailleurs, le PP n'a que Vox comme allié naturel, et peut-être aussi une ou deux petites forces régionales, mais qui ne représentent pas beaucoup de députés.

En revanche, Pedro Sanchez peut s'associer avec Sumar et des partis régionaux et locaux. Il a un éventail de possibilités beaucoup plus large que le PP. Par exemple, le leader du parti nationaliste basque (PNV) – formation néo-libérale assez proche du PP sur les questions

économiques –, a dit qu'il ne soutiendra jamais le PP si Vox fait partie du programme de coalition.

En cas de défaite de la gauche, et de victoire du Parti populaire, ces derniers devront-ils nécessairement faire une alliance avec l'extrême droite ?

S'il n'arrive pas à avoir 176 députés, le PP sera forcément obligé de faire alliance avec Vox. Il l'a déjà fait à la suite des élections municipale et régionale. Par exemple, dans la région d'Extremadura (Estrémadure, ouest de l'Espagne, ndlr), la présidente a été investie grâce à une coalition avec Vox.

En outre, l'électorat du PP ne perçoit pas de façon négative cette connexion entre les deux forces politiques. Il faut rappeler que le leader de Vox a été un leader du PP, dans la région du Pays basque, pendant vingt ans.

Mise à part certaines choses propres à l'extrême droite, comme la négation du changement climatique ou la non-reconnaissance de la violence machiste, ils sont assez proches d'autres principes avec le PP, comme la loi sur l'euthanasie ou certaines questions économiques.

En Inde, au moins 27 morts et 50 disparus dans un glissement de terrain

Depuis que la mousson a commencé au début de juin, les inondations et les glissements de terrain ont tué des dizaines de personnes dans le pays.

Le bilan d'un gigantesque glissement de terrain dans l'Etat du Maharashtra, dans le centre-ouest de l'Inde, s'est alourdi à 27 morts dimanche et au moins 50 personnes sont toujours portées disparues, selon les autorités. Les pluies de mousson ont déclenché jeudi un glissement de terrain qui a frappé le village d'Irshalwadi dans le district de Raigad, une région vallonnée et boisée située à environ 100 kilomètres de Bombay.

« Le travail de sauvetage pose de nombreux problèmes », a déclaré dimanche à l'Agence France-Presse Yogesh Mhase, un responsable local, précisant que le hameau isolé se trouve à 5 kilomètres de la route la plus proche. « Aucun équipement lourd ne peut atteindre ce site, nous n'avons que de petites machines et la plupart des travaux



doivent être effectués manuellement », a ajouté M. Mhase.

Plusieurs familles tuées

« Les fortes pluies qui n'ont pas cessé rendent également l'opération beaucoup plus difficile », a-t-il déploré, se disant peu optimiste quant à la probabilité de trouver encore des survivants au quatrième jour de l'opération de sauvetage en cours. Selon les médias locaux, plusieurs familles ont été tuées.

Depuis le début de la mousson en Inde, au début de juin, les inondations et les glissements de terrain ont tué des dizaines de personnes dans le pays. Les experts estiment que le changement climatique augmente le nombre de phénomènes météorologiques extrêmes dans le monde.

Canicule: «probablement» le plus long épisode de l'histoire en Grèce, mercure en hausse aux États-Unis

La Grèce vit «probablement» la plus longue canicule de son histoire et quelque 30 000 personnes ont été mises à l'abri pour la nuit jusqu'à dimanche sur l'île touristique de Rhodes où les pompiers luttent depuis cinq jours contre un feu de forêt.

Les températures attendues tout au long du weekend devraient dépasser les 44 °C en Grèce, pas la seule frappée par la chaleur record qui frappe aussi le sud des États-Unis.

«Nous allons probablement subir une vague de chaleur de 16 à 17 jours, ce qui n'est jamais arrivé auparavant dans notre pays», a déclaré Kostas Lagouvardos, le directeur de recherche à l'Institut pour la recherche environnementale et le développement durable de l'Observatoire national d'Athènes, à la télévision ERT.

En Grèce, tous les sites archéologiques vont continuer à garder portes closes aux heures les plus chaudes. Les touristes ne seront autorisés à entrer dans la célèbre Acropole d'Athènes que jusqu'à 11 h 30 dimanche.

«Il faut une vigilance absolue (...), car les moments difficiles ne sont pas passés», a prévenu le premier ministre Kyriakos Mitsotakis.

«Nous faisons face à une nouvelle canicule» et «à un éventuel renforcement des vents» qui attisent déjà depuis lundi plusieurs incendies autour de la capitale, a-t-il ajouté.

En 24 heures, 46 nouveaux incendies se sont déclenchés dans le pays, selon les pompiers.

Sur l'île touristique de Rhodes, où un feu de forêt reste hors de contrôle dans le secteur de Laermon et Lardos, plus de 20 bateaux ont participé samedi à une opération d'évacuation de plus de 1 500 personnes.

Selon les autorités locales, quelque 30 000 personnes ont pu quitter les zones menacées par tous les moyens. Il y a là des touristes, mais aussi des résidents qui ont trouvé refuge dans des gymnases, des écoles et des centres de conférence d'hôtels de l'île pour y passer la nuit.

À la surface de la mer, le mercure était de 2 à 3 °C au-dessus de la normale, ont annoncé samedi les services météorologiques. Des températures allant jusqu'à 45 °C



sont attendues pour dimanche dans la région de Thessalie (centre).

«Je suis habitué aux températures élevées. Tous les étés nous en avons, mais ce qui est difficile cette année, c'est que les vagues de chaleur se succèdent», a reconnu Christos Boyatzis, qui cire les chaussures d'hommes d'affaires du quartier chic de Kolonaki.

Progression aux États-Unis

Aux États-Unis, environ 80 millions de personnes vont subir des températures de 41 °C et plus ce week-end, ont alerté les services météorologiques américains (NWS).

Elles pourraient monter à plus de 46 °C à Phoenix en Arizona (sud-ouest), qui subit actuellement sa plus longue vague de chaleur jamais enregistrée : vendredi, le mercure a dépassé les 43 °C pour le 22e jour d'affilée.

À 500 km de là, en Californie, la vallée de la Mort et ses températures les plus élevées de la planète attirent les touristes, ces derniers voulant se prendre en photo aux côtés d'un écran affichant des températures toujours plus extrêmes.

Certains attendent que le record absolu sur Terre — 56,6 °C enregistrés à cet endroit en 1913 —, contesté par certains experts, soit battu.

Un homme de 71 ans y est mort en début de semaine et les gardes du parc national de la Vallée de la Mort soupçonnent que «la chaleur a joué un rôle» dans son décès, ce qui en ferait le second de l'année dans ces circonstances.

«Les appels d'urgence liés à la chaleur ont atteint un niveau sans précédent», a déclaré à CNN David Hondula, directeur du service responsable des questions de chaleur à Phoenix, en Arizona.

Pour la suite du mois de juillet, la canicule devrait se déplacer vers le centre des États-Unis, du côté des Rocheuses et des grandes plaines du Midwest, selon l'Agence américaine d'observation océanique et atmosphérique (NOAA).

Au Canada, en revanche, des pluies torrentielles s'abattent sur la province de la Nouvelle-Écosse (est), transformant les routes en torrents et provoquant des coupures d'électricité.

«Certaines régions ont déjà reçu plus de 150 mm de pluie», indiquent les services météorologiques, précisant que des précipitations supplémentaires «de nature tropicale», d'au moins 40 à 100 mm, étaient attendues.

Le mois de juillet est en voie de battre le record du mois le plus chaud jamais enregistré sur Terre, non seulement depuis que l'on prend des mesures, mais aussi depuis des «centaines, si ce n'est des milliers d'années», a déclaré à la presse le climatologue en chef de la Nasa, Gavin Schmidt.

Cela n'est pas seulement dû à El Niño, le phénomène climatique cyclique qui prend sa source dans l'océan Pacifique et entraîne une augmentation des températures mondiales, a-t-il précisé.

Pour ce spécialiste, les températures extrêmes vont persister, car «nous continuons d'émettre des gaz à effet de serre dans l'atmosphère».

Par rapport à l'ère préindustrielle, le monde connaît un réchauffement proche de 1,2 °C sous l'effet de l'activité humaine, essentiellement de l'utilisation des combustibles fossiles (charbon, pétrole, gaz).

En Israël, les manifestants mobilisés à l'approche d'un vote crucial sur la réforme judiciaire

Des dizaines de milliers de manifestants israéliens ont défilé samedi à Tel-Aviv et près du Parlement à Jérusalem pour marteler leur opposition à une réforme judiciaire controversée qui fait l'objet d'un vote crucial dans les prochains jours.

Cette réforme, portée par le gouvernement de Benjamin Nétanyahou, divise profondément Israël, secoué depuis janvier par l'un des plus longs mouvements de contestation de son histoire.

«Démocratie ou révolution!», ont scandé samedi des manifestants à Tel-Aviv, tandis que des dizaines de milliers d'autres entonnaient des slogans pro-démocratie pour cette 29e soirée consécutive de mobilisation, selon un journaliste de l'AFP sur place.

Samedi, des manifestations ont également eu lieu à Beersheva (sud), Herzliya et Kfar Saba au nord de Tel Aviv, selon des images distribuées par les organisateurs.

«Le gouvernement ne nous écoute pas, cela signifie que c'est le début d'une nouvelle époque, une mauvaise époque», a regretté auprès de l'AFP Idit Dekel, 55 ans.

Selon le gouvernement, la réforme vise entre autres à rééquilibrer les pouvoirs, en diminuant les prérogatives de la Cour suprême, que l'exécutif juge politisée, au profit du Parlement. Mais ses détracteurs estiment qu'elle risque d'ouvrir la voie à une dérive antilibérale ou autoritaire.

«Pour moi, c'est catastrophique», a résumé pour sa part Dekel, un manifestant

qui travaille dans le secteur des hautes technologies.

Dès dimanche midi à la Knesset (le Parlement), des débats se tiendront sur une mesure de la réforme visant à annuler la possibilité pour la justice israélienne de se prononcer sur le «caractère raisonnable» des décisions du gouvernement.

Cette clause fera ensuite l'objet d'un vote en 2e et 3e lecture. Si elle est adoptée, il s'agira de la première composante majeure de la réforme judiciaire proposée à devenir une loi.

Sit-in devant la Knesset

Pour faire pression sur les députés, des milliers de manifestants se sont réunis samedi soir devant la Knesset et la Cour suprême, à Jérusalem, après avoir parcouru les quelque 65 kilomètres entre Tel-Aviv et la Ville sainte.

Armés de parapluies pour se protéger du soleil écrasant, de bouteilles d'eau et de drapeaux israéliens, les marcheurs ont défilé sur un pan de l'autoroute, s'arrêtant à midi et la nuit.

En fin de journée, des centaines de manifestants installaient des tentes de fortune près de la Knesset et promettaient d'y passer la nuit.

«Ce gouvernement est un gouvernement extrémiste, religieux et nous espérons le faire tomber le plus vite possible», explique Guy Maidan, qui a participé à cette marche de plusieurs jours avec sa famille.

«Beaucoup d'entre nous camperont ici



jusqu'à ce que le vote soit annulé», assure-t-il.

Le gouvernement «essaie de renverser la démocratie tout entière, les lois essentielles et les droits humains, et nous sommes là pour l'en empêcher», clame Keren Mor, une des manifestantes.

Approuvée en première lecture dans la nuit du 10 au 11 juillet, la clause sur le «caractère raisonnable» avait contraint en janvier M. Nétanyahou à démettre de ses fonctions le numéro deux du gouvernement, Arié Dery, condamné pour fraude fiscale, à la suite de l'intervention de la Cour suprême.

D'autres mesures provoquent le mécontentement des manifestants, comme celle modifiant le processus de nomination des juges, déjà adoptée par les députés en première lecture.

Les critiques du premier ministre, en

procès pour corruption, l'accusent de vouloir utiliser cette réforme pour atténuer un éventuel verdict prononcé à son encontre.

«Nous n'autoriserons pas un gouvernement corrompu, messianique et extrémiste à détruire l'État d'Israël», a dit sur Twitter Merav Michaeli, une des dirigeantes de l'opposition. «Nous triompherons.»

Menaces des réservistes

Au moins 1142 réservistes de l'armée de l'air israélienne ont menacé samedi de suspendre leur service volontaire si la Knesset adopte le projet de loi.

Toute législation appliquée de manière «déraisonnable», «compromettrait ma volonté de continuer à risquer ma vie et me contraindrait, avec une grande tristesse, à suspendre mon service de réserve volontaire», ont-ils dans une déclaration, alors que le conflit israélo-palestinien connaît un regain d'intensité.

Jeudi soir, M. Nétanyahou, a affirmé rester «ouvert» à des négociations avec l'opposition, alors que le projet suscite également des critiques à l'étranger, notamment aux États-Unis, proches alliés d'Israël.

Le président américain Joe Biden a exhorté mercredi le gouvernement israélien à ne pas «précipiter» ses réformes et à procéder avec prudence, dans une critique inhabituellement directe de la politique intérieure d'Israël.

Giorgia Meloni accueille à Rome une conférence sur les migrations en Méditerranée

Giorgia Meloni a accueilli dimanche à Rome les dirigeants du pourtour méditerranéen pour promouvoir un nouveau mode de coopération entre pays d'immigration et pays d'émigration, sur le modèle de l'accord signé par l'UE avec la Tunisie dans le but de freiner l'arrivée de migrants sur le Vieux continent.

La première ministre italienne d'extrême droite a ouvert la conférence en fixant les priorités de ce qu'elle appelle « le processus de Rome ».

« Lutte contre l'immigration illégale, gestion des flux légaux d'immigration, soutien aux réfugiés, et surtout, la chose la plus importante, sinon tout ce que nous ferons sera insuffisant, une large coopération pour soutenir le développement de l'Afrique, et particulièrement des pays de provenance » des migrants, a-t-elle détaillé.

Parmi les personnalités présentes, les présidents de la Tunisie Kais Saïed, des Émirats arabes unis Mohammed ben Zayed, de la Mauritanie Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani, la présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen et le président du Conseil européen Charles Michel, le Haut-commissaire du HCR, Filippo Grandi, et des délégués des grandes institutions financières internationales.

Sont également représentés par leurs chefs de gouvernement Malte, l'Égypte, la Libye, l'Éthiopie, la Jordanie, l'Algérie, le Niger, le Liban, tandis que d'autres, comme la Grèce, la Turquie, le Koweït ou l'Arabie saoudite, ont envoyé des ministres. La France et l'Espagne n'ont pas de représentants.

Au Vatican, le pape François a appelé les dirigeants européens et africains à porter « secours et assistance » aux migrants traversant la Méditerranée mais également à ceux qui, comme en Tunisie et en Libye, « sont piégés et abandonnés dans des zones désertiques ».

« Accompagner » les pays d'émigration

Pendant la campagne des législatives de 2022 qui l'ont



portée au pouvoir, Giorgia Meloni avait promis de « stopper les débarquements » de migrants en Italie. Son gouvernement a depuis mis des bâtons dans les hélices des navires humanitaires, sans pour autant tarir les départs.

Selon Rome, quelque 80 000 personnes ont traversé la Méditerranée et sont arrivées sur les côtes de la péninsule depuis le début de l'année, contre 33 000 l'an dernier sur la même période, en majorité au départ du littoral tunisien.

Face à ce constat, Mme Meloni et la Commission européenne ont intensifié leur « dialogue » avec la Tunisie en promettant des financements si le pays s'engage à combattre l'émigration à partir de son territoire.

Bruxelles et Rome ont signé la semaine dernière avec le président tunisien un protocole d'accord qui prévoit notamment une aide européenne de 105 millions d'euros destinée à empêcher les départs de bateaux de migrants et lutter contre les passeurs.

L'accord prévoit aussi plus de retours de Tunisiens en situation irrégulière dans l'UE, ainsi que les retours depuis la Tunisie vers leurs pays d'origine de migrants d'Afrique subsaharienne.

« Nous n'acceptons pas le passage [des migrants] qui

sont en dehors de la légalité. Le peuple tunisien apprécie la valeur humaine des immigrés, mais il affronte des gangs criminels » parmi ces migrants, a déclaré le président tunisien, cité par les médias.

Un haut responsable européen s'exprimant sous couvert de l'anonymat a confirmé que l'UE souhaitait négocier avec l'Égypte et le Maroc des partenariats similaires.

À Rome, le président mauritanien a prévenu qu'il faudrait porter une attention particulière « aux pays, aux régions confrontés à des situations économiques, politiques et sécuritaires critiques en vue de mieux les accompagner ».

« Politique mortelle »

Les ONG sont en revanche vent debout. Sea-Watch déplore que « l'UE et ses États membres continuent de durcir leurs politiques mortelles d'isolement » tandis que Human Rights Watch estime que « l'Europe n'a rien appris de sa complicité dans les abus atroces commis à l'encontre des migrants en Libye ».

HRW a également pointé cette semaine « de graves abus » ces derniers mois chez les forces de sécurité tunisiennes contre les migrants africains noirs, estimant que l'UE devrait « cesser son soutien » à ce pays dans la lutte contre l'immigration irrégulière.

À la suite d'affrontements ayant coûté la vie à un Tunisien le 3 juillet, des centaines de migrants africains ont été chassés de Sfax, deuxième ville du pays et principal point de départ en Tunisie pour l'émigration clandestine.

Ils ont été conduits par les autorités, selon des ONG, vers des zones inhospitalières près de la Libye à l'est, et l'Algérie à l'ouest.

Selon l'ONU, plus de 100 000 migrants sont arrivés en Europe au cours des six premiers mois de 2023 par la mer, depuis les côtes nord-africaines, la Turquie et le Liban. Ils étaient un peu plus de 189 000 en 2022.

Opération d'évacuation sans précédent sur l'île de Rhodes en Grèce

Plus de 30 000 personnes ont dû fuir les flammes sur l'île très touristique de Rhodes, « la plus grande opération d'évacuation jamais réalisée en Grèce », écrasée sous une fournaise favorisant les incendies.

Depuis le début de l'été, la chaleur accable des dizaines de millions de personnes dans le monde. Juillet pourrait s'avérer le mois le plus chaud jamais enregistré sur Terre, selon des experts qui soulignent l'impact du réchauffement climatique.

En Grèce, où les pompiers ont recensé 46 nouveaux incendies en 24 heures, le feu fait rage dimanche pour le sixième jour dans l'est de Rhodes, une île de 100 000 habitants très prisée des vacanciers, dans l'archipel du Dodécanèse.

Les secours y ont mené samedi « la plus grande opération d'évacuation jamais effectuée » dans le pays, qui s'est poursuivie dans la nuit de samedi à dimanche.

Quelque 30 000 personnes ont quitté leur logement, hôtel compris, dont 19 000 à titre préventif. 3 000 ont été évacuées par la mer.

Au total, douze localités ont été abandonnées, dont Lindos, célèbre pour son Acropole perché sur une colline. Dans la nuit, les flammes ont atteint le village de Laerma et se sont étendues jusqu'aux villages côtiers de Kiotari et de Gennadi Lardos.

Paul F., un Allemand de 23 ans, a raconté au quotidien Bild avoir été « sauvé du feu », avec son amie Lara, « au dernier moment » samedi.

Après s'être assoupis à la plage, ils découvrent « la plage et la piscine [de l'hôtel] comme désertées ». Ils se ruent vers l'hôtel, empaquettent leurs affaires, puis attendent des secours à la réception, où des serviettes mouillées pour se protéger de la fumée ont été distribuées.



« Des braises voltigeaient autour de nos têtes et aucun secours n'était en vue. J'ai eu le sentiment d'être livré à moi-même, il faisait si chaud et la fumée était si dense déjà qu'on n'aurait pas pu tenir plus de dix minutes encore », explique-t-il. « Certains, pris de panique, ont [...] essayé de trouver des bateaux pour partir ». Mais les bus finissent par arriver.

Vols annulés

Le ministère grec des Affaires étrangères a ouvert une cellule de crise à Athènes pour faciliter le rapatriement des étrangers.

Le géant français du tourisme TUI et la compagnie britannique Jet2 ont suspendu dimanche leurs vols touristiques à destination de Rhodes mais vont y acheminer leurs appareils à vide pour pouvoir évacuer les touristes présents sur l'île. Le voyagiste néerlandais Corendon a annoncé une interruption similaire, selon les médias locaux.

Plusieurs jours sont encore nécessaires pour circonscrire l'incendie, selon les autorités, d'autant que le vent, qui l'attise, «

devrait se renforcer entre la mi-journée et 17 h (10 h, heure de Montréal) », ont averti les pompiers.

Des températures dépassant 44 °C sont attendues ce dimanche en Grèce.

« Nous allons probablement subir une vague de chaleur de 16 à 17 jours, ce qui n'est jamais arrivé auparavant dans notre pays », estimait samedi Kostas Lagouvardos, directeur de recherche à l'observatoire météorologique national.

À la surface de la mer, le mercure était de 2 à 3 °C au-dessus de la normale, ont annoncé samedi les services météorologiques.

Progression aux États-Unis

La canicule continue sa progression aux États-Unis, où les services météorologiques (NWS) ont prévu des températures de 41 degrés ou plus ce week-end, affectant environ 80 millions de personnes.

Le thermomètre pourrait monter à plus de 46 °C à Phoenix en Arizona, qui subit actuellement sa plus longue vague de chaleur jamais enregistrée : vendredi, plus

de 43 °C pour le 22e jour d'affilée.

À 500 kilomètres de là, en Californie, la Vallée de la Mort et ses températures les plus élevées de la planète attirent les touristes, ces derniers voulant se prendre en photo aux côtés d'un écran affichant un mercure toujours au plus haut.

Certains attendent que le record absolu sur Terre — 56,6 °C enregistrés à cet endroit en 1913 -, contesté par certains experts, soit battu.

Un homme de 71 ans y est mort en début de semaine et les gardes du parc national de la Vallée de la Mort soupçonnent que « la chaleur a joué un rôle » dans son décès, ce qui en ferait le second de l'année dans ces circonstances.

Au Canada, théâtre d'inondations records en raison de pluies torrentielles, quatre personnes, dont deux enfants, ont été portées disparues en Nouvelle-Écosse, selon la police.

Le mois de juillet le plus chaud sur Terre est en passe d'être enregistré, non seulement depuis qu'il y a des mesures, mais aussi depuis des « centaines, si ce n'est des milliers d'années », selon le climatologue en chef de la Nasa, Gavin Schmidt.

Cela n'est pas seulement dû à El Niño, le phénomène climatique cyclique qui prend sa source dans l'océan Pacifique et entraîne une augmentation des températures mondiales, a-t-il précisé.

Pour ce spécialiste, les températures extrêmes vont persister car « nous continuons d'émettre des gaz à effet de serre dans l'atmosphère ».

Par rapport à l'ère pré-industrielle, le monde connaît un réchauffement proche de 1,2 °C en raison de l'activité humaine, essentiellement de l'utilisation des combustibles fossiles (charbon, pétrole, gaz).

Psychologie

Enfant, mariage, CDI... Pourquoi s'engager peut vous faire peur ?

Pourquoi les principaux points d'ancrage dans la vie nous font parfois peur ? Que peut-il se cacher derrière la crainte de s'engager ?



Signer son premier CDI, dire oui au mariage, acter le projet de faire un bébé ?... Certains d'entre nous ont tendance à fuir ces situations d'engagement.

Comment cette peur va-t-elle se traduire ? Par « un sentiment d'effroi ou de terreur, par des grands efforts pour éviter le sujet, la survenue d'une anxiété incontrôlable qui rend difficile un fonctionnement normal, des mauvaises pensées, des images fixes, un sentiment de devenir fou, de perdre le contrôle », détaille Rodolphe Oppenheimer, psychotérapeute et psychanalyse à Paris, sur son site Internet.

Le corps, aussi, peut exprimer de temps à autre cette peur de l'engagement, sous la forme de « tremblements, de nausées, de pleurs, d'une fréquence cardiaque rapide, de douleur thoracique, de vertiges, d'évanouissement, de trans-

piration et d'essoufflement ».

Fuir la stabilité ?

Même si bien sûr rien n'est gravé dans le marbre, et que le plupart des choix peuvent supporter plusieurs changements de cap, certaines situations comme celles évoquées ci-dessus vont de pair avec une forme de stabilité. Est-ce cette stabilité qui fait peur à celles et ceux qui ne veulent pas s'engager ?

Ce peut être un point quand l'équilibre semble tenir dans le mouvement, dans le changement de lieux de vie (logement, ville, pays), davantage facilité par la location. Idem concernant les missions professionnelles dans lesquelles certains souhaitent y consacrer quelques années tout au plus.

Ou bien ne pas vouloir passer devant le maire ou le prêtre pour se promettre l'amour à vie, mais préférer vivre une relation de couple hors mariage. Voir garder la liberté de ne pas construire de relation de long terme.

L'exemple de la gamophobie

Le saviez-vous, la peur du mariage et de l'engagement qu'il suppose, porte un nom : la gamophobie, « caractérisée comme une peur excessive, persistante, incontrôlable et irrationnelle », définit Rodolphe Oppenheimer. Certaines personnes vont « avoir peur de se marier, mais elles peuvent rester engagées envers un seul partenaire pour la vie ».

Pour d'autres, les choses peuvent prendre une forme plus aigüe. « Certaines personnes qui souffrent de cette phobie préfèrent être célibataires à vie, ou rester dans une relation engagée sans jamais se priver d'une issue de sortie. »



Nervosité, anxiété, hérédité

Est-ce à dire que la peur de l'enfermement, au sens quasiment physique du terme, entre en ligne de compte, dans le cas de la peur du mariage, et dans le cadre plus général de la peur de l'engagement ?

« Pour toute phobie, l'origine va se retrouver dans une expérience négative intense passée. Cette peur traumatisé l'individu dans la mesure où il apprend à redouter l'engagement. Il se crée des images négatives ou des images fixes » dans un domaine précis. « Des facteurs tels que l'hérédité, la génétique, la tendance aux crises d'anxiété ou à la grande nervosité » sont aussi à considérer.

Ces points peuvent faire l'objet de consultations « en psychanalyse pour parler de vos peurs, de la complexité des engagements, ou de séances en thérapie comportementale et cognitive (TCC) pour retracer les racines de la peur et aider à oublier les réponses erronées ».

Infidélité : comment pardonner votre partenaire ?

Pardonner une infidélité ? Voilà qui peut paraître totalement impensable et inacceptable à certains, tandis que d'autres, semblent y parviennent. Dans tous les cas, un passage auprès d'un ou d'une psychologue peut aider à franchir un cap. Par quels leviers ?



Une infidélité ? Beaucoup la vivent comme un coup de canif dans le contrat, et même « une trahison », mot lâché par Valérie P, psychologue près de Nantes. « Avec une question qui se pose : pourrai-je à nouveau lui faire confiance ? ».

Les mots « trahison » et « confiance » constituent ainsi deux notions-clés susceptibles d'être travaillées au sein d'un cabinet de psychologie. Elle y ajoute un troisième concept : « la blessure d'orgueil », qui parfois est trop importante, au point d'entraîner une séparation.

Apaiser les tensions

Pour autant, l'objectif d'une telle thérapie, n'est pas systématiquement de sauver le couple. « Ce doit être en premier lieu d'apaiser les tensions qui ont suivies l'infidélité, d'être en mesure de se parler à nouveau », enchaîne-t-elle. Ensuite ? « Nous constatons effective-

NOTICE UNDER SECTION 36(2)(c) OF THE COMPANIES ACT 2001

Notice is hereby given that the company **Falcon Eye Holdings Limited** has, by a special resolution, changed its name to **Orca Global Technologies Limited** as evidenced by the certificate given under the hand and seal of the Registrar of Companies on the 18th July 2023.

Dated this 24th July 2023

CKLB International Management Ltd
Company Secretary

NOTICE UNDER SECTION 117 OF THE INSOLVENCY ACT 2009

Evilo Investment Company (In Member's Voluntary Winding-up)

The shareholder of Evilo Investment Company (the "Company") has passed the following special resolutions on 28 June 2023 in lieu of holding a special meeting in accordance with Section 117 of the Companies Act 2001:

- That the Company be wound up voluntarily under sections 139 to 141 of the Insolvency Act 2009;
- That Mr. Osman Mahmad Badat of 26 Sir William Newton Street, 4th Floor Sharon House Building, Port Louis, be appointed as liquidator; and
- That the liquidator be and is hereby empowered to distribute to the Member, in specie or in kind, the whole or any part of the assets of the Company.

Dated this: 21 July 2023

By order of the board

Notice is hereby given that following a special resolution of shareholder of Evilo Investment Company ('the Company') passed on ,28 June 2023 I, Osman Mahmad Badat of 26 Sir William Newton Street, 4th Floor Sharon House Building Port Louis, have been appointed Liquidator of the Company.

The date of commencement of the liquidation is 28 June 2023.

Osman Mahmad Badat, FCA
Licensed Insolvency Practitioner
Evilo Investment Company (In Liquidation)
4th Floor Sharon House Building
Sir William Newton Street
Port-Louis
Tel: +230 2106921

NOTICE FOR PERMISSION FOR LAND USE WITHIN RESIDENTIAL ZONE

Take notice that, Otofix Ltd will apply to the Municipal Council of Port Louis for a Building and Land Use Permit for the construction of a building, partly at ground floor to be used as Repairs and Maintenance of motor vehicles (less than 10-persons)- Reading of car OBD to reset/repair of fault using a tablette (without any electric engine and noise -free) and 1st floor to be used as residential unit at Avenue Roland Maurel, Pailles.

Any person feeling aggrieved by this proposal may lodge an objection in writing to the above-named Council within 15-days as from date of this publication.

Dated – 10th day of July, 2023.

NOTICE FOR PERMISSION FOR LAND USE WITHIN RESIDENTIAL ZONE

Take notice that, Dhaneshwar Aumeer will apply to the District Council of Pamplemousses for a Building & Land Use Permit for the construction of a commercial building at ground floor to be used as Office at Royal Road, 9eme Mille, Triolet.

Any person feeling aggrieved by this proposal may lodge an objection in writing to the above-named Council within 15-days as from date of this publication.

Dated – 10th day of July, 2023.

Foot News

PSG : Énorme rebondissement pour Harry Kane, gros coup à jouer pour Paris ?



Alors qu'il semblait proche du Bayern Munich, Harry Kane, l'attaquant anglais de Tottenham, pourrait bien s'envoler pour le Paris Saint-Germain cet été.

Et si c'était lui, la nouvelle star offensive du Paris Saint-Germain ? Si le mercato des champions de France serait "paralysé" par le dossier Kylian Mbappé, comme le rapportait récemment le quotidien l'Équipe, cela n'empêche visiblement pas Nasser Al-Khelaïfi de travailler pour trouver son nouvel attaquant. Car si Luis Campos a réussi à renforcer la défense avec Milan Skriniar et Lucas Hernandez, le milieu de terrain avec Kang-In Lee, Cher Ndour et Manuel Ugarte et les ailes avec Marco Asensio, il manque encore le numéro 9. Ces derniers jours, la piste prioritaire se dirigeait vers Dusan Vlahovic, le Serbe de la Juventus Turin, mais le nom d'Harry Kane fait son retour.

Paris ne lâche pas Kane

En effet, selon les informations du média Relevo, le capitaine de Tottenham est toujours particulièrement apprécié dans la capitale française. Des contacts récemment auraient même eu lieu avec Daniel Levy, le toujours très difficile en affaire président des Spurs. On apprend qu'une bonne entente existerait entre les deux écuries dans ce dossier particulièrement compliqué, car le Bayern Munich pousse depuis de longues semaines. Le patron des Three Lions est conscient des différents intérêts, mais il n'a pas encore pris sa décision malgré l'insistance de Thomas Tuchel. Il n'existe actuellement aucun accord, mais si le Paris Saint-Germain veut doubler les Bavarois, il faudra mettre le prix : environ 150 millions d'euros, soit la somme réclamée par les champions de France pour... Kylian Mbappé.

Liverpool : Le transfert de Fabinho en Arabie Saoudite bloqué pour une raison lunaire

Vous ne devinerez jamais pourquoi le transfert de Fabinho, le milieu de terrain brésilien de Liverpool, est actuellement en stand-by !

Fabinho va-t-il être transféré en Arabie saoudite ? Depuis plusieurs semaines, le milieu de terrain brésilien est suivi de près par Al-Ittihad, le champion saoudien en titre qui a déjà convaincu Karim Benzema et N'Golo Kanté de poser leurs valises dans le Golfe. Pour convaincre les Reds de céder leur milieu de terrain, le club aurait fait une offre de 45 millions d'euros, qui aurait été acceptée. Mais problème, pour le moment, la venue de l'ancien de l'AS Monaco est bloquée à cause de... ses chiens !

Des chiens interdits

Comme le révèle le journaliste anglais Dave Ockop, il ne peut pour l'instant pas rejoindre le royaume, car ses chiens, des bouledogues français, sont une race tout simplement interdite dans le pays, car elle est considérée comme dangereuse et agressive ! Des négociations sont actuellement en cours pour trouver une solution à ce problème pour le moins surprenant.

PSG : Neymar fait son retour à l'entraînement collectif

Le grand retour du Brésilien ?

À peine arrivé au Japon, le Paris Saint-Germain s'est entraîné, et a pu compter sur le grand retour aux affaires de Neymar, blessé depuis plusieurs mois à la cheville.

Le Paris Saint-Germain a débuté sa tournée asiatique à Osaka, au Japon. Arrivés au pays du Soleil Levant ces dernières heures, les Parisiens ont réalisé un premier point presse avec Luis Enrique, Marquinhos, Lucas Hernandez et Marco Asensio, avant de s'entraîner dans la soirée. Et la bonne nouvelle se confirme pour le coach espagnol, puisque Neymar est plus que jamais sur la voie du retour.

Neymar a repris l'entraînement collectif

Dans un communiqué, ce dimanche, le PSG a fait le bilan des premières heures au Japon. Photo à l'appui, on y voit Neymar Jr, à la lutte avec Cher Ndour, sur le terrain. Le Brésilien a retrouvé l'entraînement collectif et peut enfin espérer retrouver la compétition dans les prochains jours. "En fin de journée, nos Parisiens ont ensuite pu découvrir le Green Sakay Stadium, aux portes d'Osaka, dans lequel ils s'entraîneront durant cette semaine. Le staff de Luis Enrique n'a d'ailleurs pas perdu de temps puisque le groupe a participé à sa toute première séance dès ce dimanche soir. Neymar Jr a d'ailleurs pris part à l'intégralité de la séance" explique le club parisien.

Le PSG s'entraînera de nouveau ce lundi lors d'une séance qui sera ouverte au public pour préparer le deuxième match de la présaison, après sa victoire contre Le Havre. Les Parisiens affronteront l'équipe d'Al-Nassr (mardi 12h20, heure française). Et face à l'équipe de Cristiano Ronaldo et de Seko Fofana, Neymar pourrait bien grappiller un peu de temps de jeu.



Blessé depuis février

Cela fait désormais une éternité que Neymar n'a pas été vu sur une pelouse, que ce soit en Ligue 1 ou en Ligue des champions. Le Brésilien s'était blessé fin février lors de la victoire parisienne contre le LOSC (4-3). Opéré de la cheville en mars, le numéro 10 du PSG a dû faire ses adieux à la fin de saison, ne pouvant pas prendre part au huitième de finale de C1 contre le Bayern Munich. Désormais de retour, le Brésilien devrait avoir un vrai rôle à jouer pour la première saison de Luis Enrique au PSG. Avec le départ de Leo Messi et la situation insoutenable autour de Kylian Mbappé, Neymar devrait être la référence offensive des Parisiens cette saison.

Luis Suarez rêve de rejoindre l'Inter Miami et Lionel Messi

En contrat jusqu'en 2024 avec le Grêmio Porto Alegre au Brésil, Luis Suarez souhaiterait coûte que coûte rejoindre l'Inter Miami (MLS) pour jouer de nouveau avec Lionel Messi et ses anciens coéquipiers barcelonais.

David Beckham projetterait-il de faire revivre la Dream Team barcelonaise ? C'est en tout cas ce qu'il est en train de faire avec son recrutement, après les signatures de Lionel Messi, Sergio Busquets, Jordi Alba et, peut-être prochainement, Andrés Iniesta, au sein de son club de l'Inter Miami. Un projet séduisant, à tel point que Luis Suarez, en contrat jusqu'en 2024 avec le Grêmio Porto Alegre au Brésil, souhaiterait lui aussi rejoindre la franchise américaine. Selon Globo Esporte, David Beckham s'intéresserait réciproquement au joueur uruguayen.

Grêmio demande 70 millions d'euros

Problème : l'attaquant doit encore honorer une année et demie de contrat avec son club. En conférence de presse, Renato Gaucho s'est montré



plutôt sceptique : J'ai eu une conversation avec Suarez. La décision de rester ou non est entre lui, le président et le conseil d'administration jusqu'au

2 septembre, date de fermeture du mercato ». Pour le moment, le joueur est écarté du groupe tant qu'il ne sera pas concentré ».

Le club brésilien demanderait 70 millions d'euros à Miami pour lâcher Suarez. Une somme a priori trop élevée pour la franchise de MLS qui devrait donc entrer dans des négociations. De son côté, Luis Suarez se serait dit prêt à résilier son contrat pour quitter Grêmio, voire à rendre ses premiers mois de salaire afin de forcer son départ.

Le joueur de 36 ans a effectué six saisons au FC Barcelone, avant de partir à l'Atletico de Madrid pour deux ans. De retour dans son club formateur, le CF Nacional, en 2022, « El Pistolero » avait ensuite déposé ses valises au Brésil pour s'engager avec Grêmio en janvier 2023.

L'Inter tient le remplaçant de Lukaku, offre de 35 millions d'euros en préparation

Romelu Lukaku a définitivement quitté l'Inter Milan à la suite de la fin de son prêt. Le club a tenté de le racheter mais les négociations ne sont pas allées au bout. Depuis lors, le club travail sur un nouvel attaquant qui a été déjà identifié. Une offre de 25 millions est en préparation.

Selon le Corriere Dello Sport, l'Inter a désigné le remplaçant de Romelu Lukaku. Il s'agit du jeune attaquant d'Arsenal Folarin Balogun. Les Gunners ne comptent pas trop sur lui et voudrait s'en séparer cet été. Le club avait fixé son prix à 50 millions d'euros. Mais aux dernières nouvelles, le club a baissé son prix à 40 millions d'euros. Toutefois, l'Inter compte baisser encore le prix. Les Nerazzurri vont donc faire une offre de 35 millions d'euros. Le seul obstacle pourrait être la proposition du club lombard. Ce dernier veut partir sur la base d'un prêt avec option d'achat obligatoire.

